



Union des Comores

Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD
Fonds pour l'Environnement Mondial - FEM
Project PNUD-FEM

**Développement d'un réseau national d'aires protégées terrestres et marines
représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées avec les
communautés villageoises locales**

Pays: Comores

Résultat(s) du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF)

- Effet 4 : D'ici à 2014, l'intégrité des écosystèmes est préservée et les éco services qu'ils procurent sont valorisés au bénéfice de la population et la vulnérabilité aux aléas naturels et climatiques est significativement réduite dans une perspective de développement durable

Résultat(s)/Indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action du PNUD (CP/CPAP)

- Effets des programmes pays 4.1 : Les capacités systémiques, institutionnelles et individuelles requises pour la gestion de l'environnement et pour promouvoir le développement durable du pays sont améliorées
- Effets des programmes pays 4.2 : Les tendances actuelles à la dégradation de l'environnement et à la déperdition des ressources naturelles, ainsi que les facteurs de risque et la vulnérabilité aux aléas naturels sont significativement réduits.

Résultat(s)/Indicateurs attendus de la Subvention de Préparation de Projet (PPG)

- Document du Projet du PNUD (PRODOC) et documentation pour l'agrément du DG du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) sont préparés dans le délai établi et sont effectivement transmis au FEM.
- Les parties prenantes sont sensibilisées sur la nécessité de mettre en place un système plus vaste et fonctionnel d'aires protégées en Union des Comores, représentatif de la richesse en biodiversité du pays et offrant de bonnes perspectives pour un avenir durable.

Produits Attendus de ce PID :

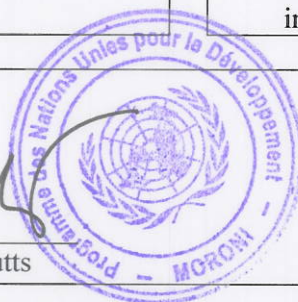
- Données de référence collectées et analyse de la situation contextuelle du projet établie.
- Stratégie du projet développée de manière participative, avec les actions prévues et inputs budgétisés.
- Cofinancement mobilisé et confirmé par une/des lettre/s officielle/s.
- PRODOC finalisé, traduit, révisé et validé par les parties prenantes concernées.

Durée du Programme :	2008- 2014
Volet du Programme :	Énergie & Environnement
N° Attribution en ATLAS :	00071654
N° Identification du Projet en Atlas :	00085000
Intitulé du projet en Atlas :	PPG PIMS 4950 Comoros PA System
N° PIMS du Projet :	4950
Durée : (à compter à partir de la date de signature) :	12 mois
Dispositif de Gestion:	DIM

Budget total [A + B]	571.500 \$
Ressources allouées dans cette attribution Atlas [A] :	151.500 \$
- Subvention du FEM	99.440 \$
- TRAC PNUD	52.060 \$
Autres contributions [B] :	
- Gouvernement central (<i>en nature</i>)	200.000 \$
- Gouvernement central (<i>participation des fonctionnaires de l'État dans les activités</i>)	120.000 \$
- Communautés et gouvernements insulaires	100.000 \$

APPROUVE PAR :
Représentant Résident du PNUD


Douglas Casson Coutts



27. Febr. 2013
Date

JP

Vue d'Ensemble du Contenu

1) Description sommaire du Plan d'Initiation	3
1a) Etapes du PPG et du projet.....	4
2) Plan de travail et budget total (TBW) du PPG	5
3) Chronogramme des activités (2013-2014).....	7
Annexe 1. PIF et PPG Approuvé par le FEM (en archive séparé).....	11
Annexe 2. Autres archives auxiliaires	11
Commentaires reçus des membres du Conseil du FEM	11
<i>France (no date)</i>	11
<i>USA (28-nov-2012)</i>	12
<i>Allemagne (29-nov-2012)</i>	12
Commentaires reçus des membres du Groupe consultatif scientifique et technique du FEM (STAP)	13
<i>STAP (12-oct-2012)</i>	13
Commentaires reçus des membres du Secrétariat du FEM	14
<i>GEF Sec</i>	14
Annexe 3. Lettres d'approbation de la PIF et du PPG.....	15

1) DESCRIPTION SOMMAIRE DU PLAN D'INITIATION

Le concept du projet, intitulé « Développement d'un réseau national d'aires protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées avec les communautés villageoises locales » (voir Fiche d'Information du Projet (PIF), à l'Appendice 3) a été approuvé par le Conseil du Fonds de l'Environnement Mondial (FEM) en Novembre 2012.

Afin d'atteindre l'étape d'élaboration du Document de Projet du PNUD (PRODOC) et de la documentation pour l'agrément du DG du FEM, la mise en œuvre du projet inclut une phase préparatoire (PPG).

Pendant cette phase, les informations et données clés seront réunies, l'analyse de la situation de référence (« le *baseline* du projet») sera menée, les résultats attendus seront formulés et validés, et des rendements pour l'environnement mondial mentionnés dans la PIF seront présentés. La PIF est la base pour la formulation du PRODOC.

En plus, les actions prévues seront budgétisées, les dispositifs de mise en œuvre seront définis et les partenaires et parties prenantes du projet seront impliqués.

Le processus doit aussi mener à l'obtention des lettres de cofinancement pour un montant total au moins similaire à celui mentionné dans la PIF.

Au nom du gouvernement et en étroite collaboration avec les responsables clés, à savoir les bailleurs/partenaires financiers, les ONG, les OCB et les secteurs de recherche et privé, ce Plan d'Initiation du Projet (PID) permettra au Bureau du PNUD à Moroni de recruter des consultants pour le développement des modèles cartographiques de prévisions climatiques et leur impact sur les services des écosystèmes.

Les documents finaux qui feront objet de la soumission au FEM doivent être finalisés et envoyés de manière officielle par le PNUD au FEM le plus tard **28 février 2014**.

À fin de laisser au PNUD et au gouvernement le temps suffisant pour exercer le contrôle de qualité interne et validation du PRODOC, la date limite de dépôt de rapports finaux par les consultants et prestataires est le **05 décembre 2013**.

La phase PPG sera coordonnée par le PNUD en collaboration avec la Vice-présidence en charge du Ministère de la Production, Énergie, Environnement, Industrie et Artisanat (VPMPEEIA).

Les conseils techniques et le soutien ayant trait à la modalité du FEM (modèles, la portée du projet et de la budgétisation, les meilleures pratiques de gestion des connaissances, les partenariats, etc.) seront fournis par le Conseiller Technique Régional PNUD-GEF qui est le superviseur du projet. Le soutien opérationnel, mais aussi technique, sera fourni par le responsable de l'unité Programme du bureau du PNUD en Union des Comores, qui devra superviser la partie contexte du pays, assurer la correspondance entre le programme et les partenariats locaux.

Tableau 1. Consultants dans le cadre de cette PPG

	Nombre de jours / semaines de prestation effective de service		
	Semaines payés par les fonds FEM	Semaines payés par les fonds PNUD-TRAC	Min. de jours ouvrables
<i>Consultants nationaux</i>			
Consultant national Gestion des AP au niveau national / Expert en biodiversité	15	0	75
Expert national juridique, politique et institutionnel	8	0	40

JP

	Nombre de jours / semaines de prestation effective de service		
	Expert national Economiste et finances	4	0
Expert national en mobilisation de parties prenantes	0	10	50
Expert national en cartographie	3	0	15
<i>Consultants internationaux</i>	Semaines payés par les fonds FEM	Semaines payés par les fonds PNUD-TRAC	min jour ouvrables
Spécialiste international des questions liées aux AP	12	3	75
Spécialiste international en finances des AP	3	5	40

Tableau 2. Récapitulatif des activités de préparation du projet pour source de financement (\$) – montants indicatives

Activités PPG	FEM	PNUD	Total dans le TBW	Autres sources*
1. Collecte de données de référence	50.000	17.353	151.500	130.000
2. Evaluations et enquêtes au niveau du site	30.000	17.353		160.000
3. Etude de faisabilité, analyse des risques et des besoins, étude de portée générale	19.440	17.354		130.000
Financement total pour la préparation du Projet	99.440	52.060	151.500	420.000

* **Note:** Le montant se réfère à une estimation pour la contribution du gouvernement et des communautés locales pour la mise en œuvre du PPG (temps du personnel de supervision et de leadership, engagement des parties prenantes aux niveaux national et local, y compris le soutien logistique et participation des gouvernorats des îles dans la mise en œuvre des activités).

1a) Étapes du PPG et du projet

Date indicative de démarrage du PPG :	Fév 2013	Etapes telles que approuvées dans la PIF	4950 Comoros PA System
Date indicative de clôture du PPG :	Avr 2014*		
* Il s'agit d'une date indicative pour la clôture opérationnelle des activités du PPG, permettant (1) la traduction du PRODOC approuvé ; (2) la finalisation de tous les paiements en attente ; et (3) la détermination du solde budgétaire. <u>Il ne s'agit pas de la date limite du FEM.</u> La clôture financière ce fait normalement 1 an après la clôture opérationnelle.	Inclusion dans le plan de travail et approbation du Conseil du FEM :		Nov-12
	Lettre d'approbation du PIF par le DG du FEM :		03-Oct-12
	Limite de 18 mois : finalisation du PRODOC et soumission au FEM, au le plus tard le :		03-Avr-14

JP

2) PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET TOTAL (TBW) DU PPG

N° du Award en Atlas :	00071654
N° du Projet en Atlas :	00085000
Intitulé court en Atlas :	PIMS 4950 Comoros PA System
Unité d'opération en Atlas (BU):	COM10

Intitulé complet du Projet: <i>EN (originel)</i> <i>FR</i>	<i>Development of a national network of terrestrial and marine protected areas representative of the Comoros' unique natural heritage and co-managed with local village communities</i>
Partenaire de mise en œuvre	Développement d'un réseau national d'aires protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées avec les communautés villageoises locales PNUD / DIM, en collaboration avec MPEEIA

GEF Outcome/Atlas Activité	Donor Name	Fund ID	Impl. Agent	Atlas Budget Description	Total (USD)	2013 (USD)	2014 (USD)	Budget Notes
PPG Activities 1, 2 and 3	GEF-10003	62000	DIM	International Consultants	36,000	27,000	9,000	a
	GEF-10003	62000	DIM	International Consultants	9,000	9,000		b
	GEF-10003	62000	DIM	Local Consultants	12,000	12,000		c
	GEF-10003	62000	DIM	Local Consultants	6,400	6,400		d
	GEF-10003	62000	DIM	Local Consultants	3,600	3,600		e
	GEF-10003	62000	DIM	Local Consultants	1,500	1,500		f
	GEF-10003	62000	DIM	Travel	13,000	13,000		g
	GEF-10003	62000	DIM	Supplies	2,000	2,000		h
	GEF-10003	62000	DIM	Professional Services	10,000	7,000	3,000	i
	GEF-10003	62000	DIM	Miscellaneous Expenses	940		940	j
GEF-10003	62000	DIM	Contractual Services (Company)	5,000	1,000	4,000	k	
GEF Sub-total PPG Activities					99,440	82,500	16,940	
PPG Activities 1, 2 and 3	UNDP TRAC '00012	4000	DIM	International Consultants	9,000	6,750	2,250	a
	UNDP TRAC '00012	4000	DIM	International Consultants	15,000	15,000		b
	UNDP TRAC '00012	4000	DIM	Local Consultants	8,000	6,000	2,000	l
	UNDP TRAC '00012	4000	DIM	Travel	17,500	13,125	4,375	g
	UNDP TRAC '00012	4000	DIM	Professional Services	2,000		2,000	i
TRAC Sub-total PPG Activities					52,060	40,875	11,185	
GRAND TOTAL					151,500	123,375	28,125	

Budget Notes

a	Cons. Int. : Spécialiste des questions liées aux AP, 15 semaines @ \$3,000/semaine
b	Cons. Int: Economiste et finance des AP, 8 semaines @ \$3,000/ semaine
c	Cons .Nat : Expert en biodiversité /Gestion des AP au niveau national, 15 semaines @ \$800/ semaine
d	Cons. Nat : Expert juridique, politique et institutionnel, 8 semaines @ \$800/ semaine
e	Cons. Nat: Expert national en finances et économie, 4 semaines @ \$900/ semaine.
f	Cons. Nat.: Expert en cartographie, 3 semaines @ \$500/ semaine.
g	Voyage des consultants internationaux et nationaux
h	Fournitures diverses.
i	Traduction et audit
j	Charges bancaire, assurance, communication et divers
k	Réunions, ateliers et consultations
l	Cons.Nat : Expert en mobilisation de parties prenantes, 10 semaine @ \$800 / semaine.

3) CHRONOGRAMME DES ACTIVITÉS (2013-2014)

Février 2013-Mars 2014:	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar
PRODOC finalisé et les documents pour la soumission au GEF complétés par le consultant international expert en aires protégées et soumis au PNUD et au conseiller technique régional PNUD-FEM pour révision minutieuse											05			
Mission par les consultants internationaux (L = Lead; E = Économiste)				L + E					L					
Activités et sous-activités														
Activité 0-0 Approbation du PID	x													
Activité 0-1 Traduction du PPG	x	x												
Activité 0-2 Recrutement et procurement		x	x											
Activité 0-3 Missions des consultants internationaux				x			x			x				
Activité 0-4 Atelier de lancement du PPG				Works										
Activité 0-5 Consultations au niveau local				x	x	x								
Activité 0-6 Engagement des co-financiers à travers des consultations bilatérales				x	x	x	x	x	x					
Activité 0-7 Validation du PRODOC par le CLEP									Works					
Activité 0-9 Traduction (T)		T						T		T	T			
1. Collection des données de base			START											
1.1 Recueillir les données détaillées sur les investissements du gouvernement dans le secteur de l'environnement en général et en matière de biodiversité et de gestion des Aires Protégées (AP) plus particulièrement.			x	x										
1.2 Valider les données sur les investissements des bailleurs, des ONG, des OCB et du secteur privé dans le secteur de l'environnement en général et en matière de biodiversité et de gestion des AP plus particulièrement.			x	x	x									
1.3 Établir les investissements financiers de base du projet.			x	x	x				x					
1.3 Compléter le tableau de bord de la viabilité financière du PNUD concernant le système des AP aux Comores.				x	x				x					

Handwritten signature

Handwritten initials

Février 2013-Mars 2014:	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar
PRODOC finalisé et les documents pour la soumission au GEF complétés par le consultant international expert en aires protégées et soumis au PNUD et au conseiller technique régional PNUD-FEM pour révision minutieuse											05			
Mission par les consultants internationaux (L = Lead; E = Économiste)				L + E					L					
Activités et sous-activités														
1.4 Identifier les facteurs de changement et les principaux obstacles à un investissement efficace dans la gestion des AP et proposer des solutions.			x	x	x				x					
2. Évaluations et enquêtes au niveau du site														
2.1 Évaluer la gestion, les infrastructures physiques et l'état des écosystèmes au niveau des AP cibles				x	x	x								
2.2 Application des outils de suivi de l'efficacité de la gestion des AP (METT) dans chacun des sites				x	x				x					
2.3 Établir les cartes des AP existantes et récentes, pour la création de la première base de données spatiale et publique des AP aux Comores				x					x					
3. Étude de faisabilité, évaluation des risques et besoins, analyse de la portée générale du projet														
3.1 Définir les besoins en matière de gestion aux niveaux du système et du site.					x	x								
3.2 Mener une étude de faisabilité détaillée des différents mécanismes d'amélioration de la viabilité financière des AP, y compris - et en particulier - la génération de revenus pour la conservation à partir de l'écotourisme et la viabilité des mécanismes du fonds d'affectation spéciale.						x								
3.3 Faire l'étude de faisabilité des activités d'appui aux AP - à savoir ceux qui mettent l'accent sur l'environnement favorable au niveau du site et l'élimination ou l'atténuation des menaces à la biodiversité				x	x	x	x	x						
3.4 Définir une stratégie d'engagement des acteurs à différents niveaux de la mise en œuvre des activités de conservation prévues dans le projet FSP.	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Février 2013-Mars 2014:	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar
PRODOC finalisé et les documents pour la soumission au GEF complétés par le consultant international expert en aires protégées et soumis au PNUD et au conseiller technique régional PNUD-FEM pour révision minutieuse											05			
Mission par les consultants internationaux (L = Lead; E = Économiste)				L + E					L					
Activités et sous-activités														
Activité 3.5 Évaluer les risques, élaborer la stratégie, le budget et la consolidation de la documentation du projet pour la soumission							x	DRAFT	x	x	FINAL		Adjust	
3.5-a) Détailler les coûts analyse conformément aux lignes directrices du FEM							x							
3.5-b).Mener une évaluation de la durabilité sociale, économique et financière des activités du projet, y compris les aspects liés au genre							x							
3.5-c). Mener une évaluation des solutions de rechange à la stratégie du projet et détailler la définition et l'efficacité du coût de la stratégie préférée et une suite d'activités							x							
3.5-d) Quantifier et détailler les avantages de la biodiversité globale du projet							x	x						
3.5-e) Mener une analyse profonde des problèmes fonciers majeurs liés à l'histoire récente des Comores							x	x	x					
3.5-f) Définir la stratégie de pérennisation des activités du projet							x	x	x	x				
3.5-g) Développer le plan de suivi-évaluation du projet et du budget							x	x	x	x				
3.5-h) Développer les résultats et activités du projet							x	x						
3.5-i) Budgétiser les résultats et les produits du projet								x	x	x	x	x	x	
3.5-j) Élaborer les TDR des consultants et personnel clés qui seront employés dans le projet								x	x				x	
3.5-k) Élaborer le cadre logique du projet intégrant les indicateurs écologique et autres										x	x	x	x	

Handwritten signature/initials.

Handwritten signature/initials.

Février 2013-Mars 2014:	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar
PRODOC finalisé et les documents pour la soumission au GEF complétés par le consultant international expert en aires protégées et soumis au PNUD et au conseiller technique régional PNUD-FEM pour révision minutieuse											05			
Mission par les consultants internationaux (L = Lead; E = Économiste)				L + E					L					
Activités et sous-activités														
3.5-1) Finaliser le PRODOC et préparer l'approbation du PRODOC par le PNUD et le GEF									x	x	x			
Revue des activités par le conseiller technique régional												15	05	
Activité X. Control de qualité et approbation interne du PNUD (technique financier)													x	
Activité Y. Soumission du PRODOC au FEM (<i>final deadline under the ideal timeframe</i>)														28
Activité Z. Time buffer														x
														x

ANNEXE 1. PIF ET PPG APPROUVE PAR LE FEM (EN ARCHIVE SEPARÉ)

ANNEXE 2. D'AUTRES ARCHIVES AUXILIAIRES

Commentaires reçus des membres du Conseil du FEM

Voir lien :

http://www.thegef.org/gef/work_programs

France (pas de date)

Development of a National Network of Terrestrial and Marine Protected Areas Representative of the Comoros Unique Natural Heritage and Co managed With Local Village Communities - Comoros (GEF 5062)

The project aims to expanded Union of Comoros' PA system through the addition of varied terrestrial, coastal and marine ecosystems, reaching coverage of 22% of the land surface and a marine area to be estimated, but larger than 42,000 ha.

Fostering Union of Comoros' PA system is needed and the rationale of the project is well documented and explained. The problem is that assumptions of the project's feasibility are unrealistic if one looks at the experience of the last 10 years.

The PIF doesn't really build on the experience of the previous GEF-UNDP project "Conservation of biodiversity and sustainable development in the Federal Islamic Republic of the Comoros" (implemented between 1997 and 2002)^[a]. Since the creation in 2001 of the "Parc Marin de Mohéli (PMM)" thanks to GEF support, this park went through almost collapse if the local Ulanga didn't tried their best to save what they could with almost no local resources, and through small assistance from several NGOs and donors.

The assumption about the capacity to operate and maintain a far larger system in the Comoros seems unrealistic:

- The Government was not able to increase budget support to the Park Marin de Mohéli, there is no incentive for the government to increase this amount. At the minimum, such project toward the expansion of the PA system should be based on some proof of improved capacity of management and financing of the existing system which is absolutely not the case in the last 10 years.
- The development of tourism in Comoros is not a realistic option to finance a PA system (cf. §22 p 9) and the past years demonstrated that the few backpackers who reach the PMM were not enough and the basic infrastructure and services to bring them to the PMM (irregularity of transport and access infrastructures, lack of information, booking and contact facility, etc) aren't there to create a sufficient flow of visitors and incomes to finance the PMM. At the minimum the PIF should publish and build its strategy on the Tourism statistics and particularly the Tourist entries record at the PMM. This would then bring some relativity to the baseline and the way forward.
- The basic services and infrastructure (water distribution, energy, fisheries licences management or other) are not in place to be able to implement innovative financing solution like Payment for Ecosystem Services.
- The proposed "Risk management strategy" on the financial sustainability issue^[b] (a "plan to maintain a financial flow") does not seem very credible, and past 10 years experience proved to be insufficient to even maintain just the PMM.

One of the few potentially viable options would be to establish an independent conservation trust fund

Handwritten signature or mark in the bottom left corner.

Handwritten signature or mark in the bottom right corner.

with a perpetuity endowment to secure the basic operating needs of PA in the country to avoid collapse of investments and give time to development other sources of funding on later stage on the basic but truly operated PA system.

In conclusion, this project is urgently needed, but need to be built on realistic option to establish the financial sustainability of the proposed investments.

If this is not the case, this project will only contribute to the increase of paper parks in the Union of Comoros, with no real management capacity due to the lack of a realistic long term financing strategy of the PA system.

Opinion: the project needs to be completely redesigned. Moreover, in order to harmonize donors biodiversity protection activities in the country, discussions with the Agence française de développement (AFD) are recommended.

Footnotes:

[a] The PIF is fair and objective enough to mention the existence of some evaluations of the PMM shortcomings experience (cf. note 23 at the end of page 9, J.BRAND 2007 evaluation was financed on FFEM/WWF funding), but it doesn't present the results of those evaluations.

[b] Item n° 3 of the TABLE in B.3. page 13 : "The project will establish an enabling framework for the government, donors, NGOs and the private sector to invest according to a focused and coherent plan to maintain a financial flow that will ensure the viability of the PA system beyond the lifetime of the project (Output 1.4)".

États Unis (28-nov-2012)

The United States recognizes the importance of conserving the exceptional marine and terrestrial biodiversity of the Comoros Islands and the outstanding potential that the Comoros Islands have to become a first class eco-tourism destination. Consequently, the United States supports efforts to protect the country's unique natural heritage. That said, we do have concerns about the very ambitious scope of this project, both in terms of the financial scale of the project relative to the Comoros GDP, the current viability of tourism, as well as the capacity of the GOC to implement this ambitious project.

Specifically, we would like to know what steps have been taken by the project implementers to assure that a supportive business environment is in place to ensure that the "plan/strategy for developing high-end eco-tourism activities in PAs/MPAs" outlined in Output 2.3, is in fact realistic.

Furthermore, while we recognize the potential synergy between new protected areas and increased tourism in the Comoros, as the PIF notes, the Comoros face significant challenges in fostering a viable tourism industry. We would like to know how the project implementers envision the growth of this industry given the current limitations of tourism-related infrastructure and lack of business incentives to expand it, as well as the relative lack of safe air or sea inter-island transportation options.

Allemagne (29-nov-2012)

Germany agrees with the STAP in that the PIF is well presented, clear, logically framed and achievable, and that the baseline is well defined and described, including citation of key scientific results and the description of existing barriers to realization of project objectives and steps to remove these.

Suggestions for improvements to be made during the drafting of the final project document:

The new protected areas (PAs) to be established seem to fall under two distinct governance types: co-managed national PAs (shared governance) and community reserves (governance by local communities) (see current IUCN Guidelines for Applying Protected Area Management Categories, <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/paps-016.pdf>). Under Component 1, the revision of the legal framework and institutional structures should therefore take into account these two possible types of governance (and others, if applicable).

Moreover, under Component 2, management/governance arrangements for the co-managed PAs are well described, but no mention is made on how these will differ in the case of the community reserves. Presumably provisions for the community reserves would include stronger decision-making and land/resource rights for the local communities.

Concerning the co-management approach in the national PAs, it is mentioned that there are several shortcomings in the current approach – it should be mentioned how these will be addressed through the project;

Commentaires reçus des membres du Groupe consultatif scientifique et technique du FEM (STAP)

STAP (12-oct-2012)

II. STAP Advisory Response (see table below for explanation)

Based on this PIF screening, STAP's advisory response to the GEF Secretariat and GEF Agency(ies): **Consent**

III. Further guidance from STAP

STAP welcomes this excellently presented proposal "to establish an expanded and functional system of protected areas (PAs) in the Union of Comoros, representative of the country's biodiversity endowment and with good prospects for a sustainable future'.

1. The project objective, outcomes, outputs and indicators are clear, logically framed and achievable. The biodiversity importance of both terrestrial and marine systems of the Comores is concisely described and the threats to their maintenance clearly and objectively presented. The links to GEF and Aichi targets is strongly made.

2. The baseline description provides a well-referenced synopsis of the island system and the global significance of its biodiversity resources. STAP welcomes the adequate citation of key scientific results on information directly relevant to the project. The multiple and rapidly increasing threats to the biodiversity and ecosystem services - (i) Habitat / land use change; (ii) Invasive Alien Species; (iii) Overexploitation; and (iv) Climate Change, the main threat being the loss of forest habitat to encroaching agriculture " are clearly described and convince the reader that these are urgent and well researched priorities for action. Steps to remove or reduce the barriers to realizing the project objectives are sensibly approached. The need for a more thorough gap analysis to finalize the suite of "centers of biodiversity conservation' through considering both scientific information and societal feasibilities is well argued.

3. The importance attached to the key role of tenure and governance systems in negotiating the way forward identifies what is perhaps the most difficult barrier to early success of the project. The cautionary note against unrealistic expectations for major income development from tourism is sensible.

4. Halting biodiversity loss in areas immediately outside PAs is crucial for the effective biodiversity protection inside PAs as the recent analysis of the effectiveness of tropical PAs showed (Laurance et al., 2012. Averting biodiversity collapse in tropical forest protected areas. Nature. 2012 Sep 13;489(7415):290-4.). Therefore, provision of alternative livelihoods/incomes for communities surrounding PAs is of paramount importance to assure effective PAs management. While these activities are largely beyond scope of the proposed project (only listed as Output 2.4), STAP recommends project proponents to develop gap analysis and establish appropriate formal and informal partnership arrangements with stakeholders to enhance income activities diverting local communities from unsustainable use of forest resources and fishery resources in areas surrounding PAs.

5. The risk analysis is particularly thorough and objective. The analysis indicates the considerable challenges to early success in a logical and realistic summary.

6. STAP commends the strong links with scientific and conservation organisations in the project, and the emphasis given to strengthening capacities throughout the project components.

7. In summary, STAP commends this PIF for its clear, well-researched and concisely documented presentation of all significant issues relevant to a challenging but highly important biodiversity project.

Commentaires reçus des membres du Secrétariat du FEM

GEF Sec

31. Items to consider at CEO endorsement/approval.

8-15-12

1) For CEO Endorsement, please seriously reconsider using sea turtles and coelacanth as indicator species. That will consume significant resources and not necessarily yield the expected results. Please refer to the GEF learning Mission reports for Zambia and India for suggestions.

2) Please reconsider how far this project can go with the proposed outputs 2.3 (Tourism) and 2.4 (Livelihoods). Are the "livelihoods programmes" for real? If these "livelihoods programmes" existed for real, isn't like it that the local people would have make use of them already? Please provide specifics because there is a big change of over committing and under delivering with this output.

JP



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA
Tel: 202.473.0908
Fax: 202.512.1240/1245
E-mail: Secretariat@TheGEF.org
www.TheGEF.org

October 3, 2012

Mr. Yannick Glemarec
GEF Executive Coordinator
United Nations Development Programme
One United Nations Plaza
304 East 45th St.
FF Bldg., 10th floor
New York, NY 10017

Dear Mr. Glemarec:

I am pleased to inform you that the following submission is cleared for inclusion in the work program and will be funded by the GEF Trust Fund:

Approval Stage:	PIF Clearance
GEFSEC (PMIS) ID:	5062
Agency(ies):	UNDP
Agency ID:	4950 (UNDP)
Project Type:	Full Size Project
Country(ies):	Comoros
Name of Project:	Development of a National Network of Terrestrial and Marine Protected Areas Representative of the Comoros' Unique Natural Heritage and Co-managed With Local Village Communities
Indicative GEF Grant:	\$4,246,000
Indicative Agency Fee:	\$424,600

This clearance is subject to the comments made by the GEF Secretariat in the attached project review document. It is also based on the understanding that the project is in conformity with GEF focal areas strategies and in line with GEF policies and procedures.



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET

Naoko Ishii, PhD
Chief Executive Officer and Chairperson

1818 H Street, NW
Washington, DC 20411 USA
Tel: 202 473 1202
Fax: 202 572 3240/3245
E-mail: Nishii@TheGEF.org
www.TheGEF.org

February 12, 2013

Mr. Yannick Glemarec
GEF Executive Coordinator
United Nations Development Programme
One United Nations Plaza
304 East 45th St.
FF Bldg., 10th floor
New York, NY 10017

Dear Mr. Glemarec:

I am pleased to inform you that the following submission is approved and will be funded by the GEF Trust Fund:

Approval Stage:	PPG Approval
GEFSEC (P34IS) ID:	5062
Agency ID:	4920 (UNDP)
Agency(ies):	UNDP
Project Type:	Full Size Project
Country(ies):	Comoros
Name of Project:	Development of a National Network of Terrestrial and Marine Protected Areas Representative of the Comoros Unique Natural Heritage and Co managed With Local Village Communities
PPG Grant:	\$99,440
Agency Fee:	\$9,447

This approval is subject to the comments made by the GEF Secretariat in the attached project review document. It is also based on the understanding that the project is in conformity with GEF focal areas strategies and in line with GEF policies and procedures.

Sincerely,

Naoko Ishii
CEO and Chairperson

Attachment: GEFSEC Project Review Document
cc: Country Operational Focal Point, GEF Agencies, STAP, Trustee